

A la presse

Lausanne, le 12 juillet 2013

La politique agricole ne sera pas soumise à la votation populaire – Echec de la première tentative

Le référendum sur la Politique Agricole 14-17 lancé avec le courage du désespoir n'a malheureusement pas abouti. Le Parlement et le Conseil Fédéral doivent prendre note que plus de 30'000 citoyens, consommateurs et paysans désapprouvent la Politique Agricole 14-17. Les signatures illustrent le malaise parmi la paysannerie. La base a perdu la confiance dans les organisations et l'administration. Dans la discussion avec les consommateurs, il apparaît clairement que la population suisse veut une agriculture qui assure un maximum d'approvisionnement du pays avec des aliments de qualité.

Notre critique à cette politique agricole bureaucratique est toujours valable. Si même le président de l'Union Suisse des Paysans peine à évaluer les conséquences pour sa ferme parmi les kilomètres de documents administratifs, le problème est patent. La mise en place de la PA 14-17 avec le changement systémique mettra à mal l'approvisionnement alimentaire ancré dans la constitution. Ce seront les petites et moyennes exploitations familiales qui compteront parmi les grands perdants. La politique agricole entérine la séparation entre la production et l'écologie. Cette réforme néo-libérale teintée de vert ne fera qu'accentuer la destruction de l'agriculture paysanne et l'industrialisation de tout le secteur agroalimentaire. Les paysans et les consommateurs veulent assurer un approvisionnement indigène sûr. La production alimentaire doit ménager les ressources et répondre à des critères de qualité élevés. Les paysans doivent pouvoir réaliser un revenu équitable par leur production.

Dans ce sens, la politique agricole et alimentaire de la Confédération doit comprendre des mesures qui permettent à notre pays de produire un maximum d'aliments localement et régionalement, au lieu de foncer tête baissée vers la suppression des protections douanières en favorisant une croissance continue des importations. D'autant plus que ces importations ne répondent pas à des critères sociaux ou environnementaux équivalents.

Le prochain pas sera le lancement d'une initiative populaire sur la souveraineté alimentaire et sur la garantie d'un approvisionnement élevé en terme de qualité comme en terme de quantité. Dans ce sens, nous appelons toutes les personnes sensibles à la question d'une politique alimentaire tournée vers l'avenir à former une alliance dépassant les clivages partisans.

Nous restons à votre disposition pour d'autres renseignements.

-30-

Contacts presse

Uniterre – Genève, Zurich	Rudi Berli 078 70 77 883 (dt, fr)
La Vrille	Willy Cretegny 079 626 08 25 (fr)
Komite Agrarpolitik	Ernst Schibli 079 431 77 51 (dt)
	Samuel Graber 079 676 78 44 (dt)